

Résumé des coprésidents

Plénière 2 « Transformation économique pour la croissance de l'Afrique »

La deuxième session plénière a été coprésidée par le Japon et la Commission de l'Union Africaine (CUA) et portait sur le thème de la « **Transformation économique pour la croissance de l'Afrique** ». Elle a été ouverte par les remarques d'introduction par le Japon, et suivie par la discussion parmi les participants .

Les remarques d'introduction de M. Manabu Horii, Vice-Ministre parlementaire des affaires étrangères du Japon, ont mis en exergue la complémentarité entre les secteurs public et privé afin de mettre en valeur pleinement le potentiel économique de l'Afrique. Tandis que les gouvernements doivent redoubler leurs efforts pour améliorer les environnements d'affaires par le biais de mesures telles que la conclusion de traités d'investissement bilatéraux et la formulation de plans directeurs stratégiques pour le développement régional, le dynamisme du secteur privé est le moteur clé pour réaliser une transformation économique en Afrique. A également été soulignée l'importance d'une connectivité accrue à travers des investissements dans des infrastructures de qualité ainsi que du développement des ressources humaines pour les jeunes talents qui sont les acteurs clés pour renforcer le développement industriel en Afrique.

Au cours de la discussion qui a suivies, de nombreux participants ont fait référence au libre-échange des biens et des services ainsi qu'aux mesures de facilitation du commerce comme étant des facteurs essentiels pour la prospérité économique. Le rôle des Communautés Économiques Régionales (CER) dans la création de marchés intégrés à l'échelle régionale a été largement reconnu. Dans ce contexte, de grandes attentes ont été exprimées quant à la poursuite de la promotion du développement au niveau régional qui renforcerait le lien entre les consommateurs et les producteurs, les agriculteurs et les économies. Les participants ont également souligné la pertinence des corridors industriels et des initiatives de chaînes de valeurs des produits alimentaires comme moyens d'améliorer la productivité

de la région et de promouvoir une valeur ajoutée dans l'agriculture et l'activité manufacturière.

La plupart des participants ont mis l'accent sur le besoin de promouvoir l'investissement direct étranger. Lors de difficultés de l'économie mondiale, les gouvernements des pays investisseurs et receveurs sont encouragés à mobiliser tous les outils à leur disposition pour encourager les investissements du secteur privé. Ces outils incluent, entre autres, les zones économiques spéciales avec des mesures d'encouragement appropriées, des traités d'investissement bilatéraux, des mécanismes de soutien financier, des missions d'affaires publiques et privées et la législation nationale dont l'application et l'exécution sont pleinement assurées.

Le grand potentiel de l'économie bleue/océanique de l'Afrique a également été abordé. L'utilisation durable des ressources maritimes, le développement d'installations portuaires et du transport maritime aurait un effet positif sur de multiples secteurs, notamment ceux de la pêche, du commerce, de l'énergie et du tourisme. En les associant tous, la promotion de l'économie bleue/océanique permettrait aux personnes de se connecter aux opportunités économiques partout dans les régions côtières de l'Afrique.

Les efforts pour renforcer la connectivité, en mer et sur terre, doivent s'inscrire dans le cadre des règles et des normes internationales et être faits en sorte d'assurer la viabilité économique et la solidité financière notamment en matière de capacité d'endettement durable. Les participants ont reconnu que les infrastructures clés telles que les ports internationaux ont besoin d'opérer de façon juste, ouverte et transparente sans entraver le libre-échange.

En outre, les participants ont partagé leurs expériences concernant l'enseignement et la formation techniques et professionnels pour les jeunes. Les compétences clés pour la diversification économique et l'industrialisation incluent l'ingénierie informatique et mécanique.

De nombreux participants ont également discuté de la question de savoir comment les PME africaines peuvent être appuyées en ce qui concerne l'accès au financement, le renforcement des capacités, et la liaison à des chaînes de valeurs.

Dans ses remarques de clôture, M. Quartey, Vice-Président de la CUA, a salué les intenses débats entre les participants et a souligné les progrès accomplis dans l'esprit des initiatives de l'UA pour le développement d'infrastructures régional et l'intégration économique comme stipulé dans son Agenda 2063 et son « Premier Plan Décennal » et a appelé les participants à accélérer leurs efforts pour la mise en œuvre des engagements de la TICAD de manière cohérente.